



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE- ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ACCORD-CADRE**

**PRESTATIONS DE SERVICES**

## **APPEL D'OFFRES OUVERT**

**Accord-cadre relatif à la maintenance des  
systèmes de sécurité incendie (SSI) des  
équipements d'alarme (EA) et des  
équipements de lutte contre l'incendie (ELI)  
pour les besoins de l'État et ses opérateurs en  
région PACA**

**Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)  
de l'Accord-cadre commun aux marchés subséquents**

## **Commun à tous les lots**

La procédure de consultation utilisée pour la passation du présent accord-cadre est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT PASSÉ EN APPLICATION DE L'ARTICLE R 2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

# Sommaire

<b>Introduction.....</b>	<b>3</b>
1.1 Contexte.....	3
1.2 Définitions.....	3
1.2.1 Les termes du contrat.....	3
1.2.2 Les acteurs du contrat.....	3
<b>2 Périmètre du contrat.....</b>	<b>4</b>
2.1 Objet du contrat.....	4
2.2 Durée du contrat.....	5
2.2.1 L'accord cadre.....	5
2.2.2 Les marchés subséquents.....	6
2.2.3 Les bons de commande.....	6
2.3 Bénéficiaires.....	6
2.4 Allotissement.....	6
2.5 Lieu(x) d'exécution.....	7
2.6 Pièces Contractuelles.....	7
2.7 Pièces non contractuelles.....	8
2.8 Point d'attention / Particularité du contrat.....	8
<b>3 Modalités de déploiement du contrat.....</b>	<b>9</b>
3.1 Désignations des interlocuteurs.....	9
3.1.1 Représentants du pouvoir adjudicateur.....	9
3.1.2 Représentant du titulaire.....	9
3.1.3 Les échanges entre le titulaire et le représentant de l'accord cadre.....	10
3.2 Modalités de passation des marchés subséquents.....	10
3.2.1 Qu'est-ce que le marché subséquent ?.....	10
3.2.2 Les pièces contractuelles du marché subséquent.....	11
3.2.3 Démarrage du marché subséquent – Visite préliminaire des installations.....	11
3.2.4 Les bons de commande.....	12
<b>4 Régime financier.....</b>	<b>12</b>
4.1 Prix.....	12
4.1.1 Modalités générales.....	12
4.1.2 Forme et contenu des prix.....	13
4.2 Révision de prix.....	14
4.2.1 Formule de révision des prix.....	14
4.2.2 Clause de sauvegarde.....	15
4.3 Devis et maintenance corrective.....	15
4.4 Paiement.....	16
4.4.1 Périodicité des factures.....	16
4.4.2 Facturation.....	16
4.4.3 Intérêt moratoire.....	17
<b>5 Modalités d'exécution.....</b>	<b>17</b>
5.1 Dispositions sociales et environnementales.....	17
5.2 Suivi administratif et financier du marché public.....	25
Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	26
5.3 Bilan de fin d'année.....	27
5.4 Bilan de fin de marché.....	27

5.5 Admission/ Rejet / Ajournement des prestations.....	27
<i>Prestation des opérations de maintenance préventive.....</i>	27
<i>Prestations de maintenance corrective.....</i>	27
5.6 Propriété intellectuelle des résultats.....	28
5.7 Remise des équipements en fin de contrat.....	28
5.8 Assurance.....	28
5.8 Le traitement des données à caractère personnel.....	28
<b>6 Différends et Litiges.....</b>	<b>31</b>
6.1 Médiateur des entreprises.....	31
6.2 Pénalités.....	31
6.3 Résiliation.....	33
6.3.1 <i>Résiliation partielle des marchés subséquents / Arrêt des prestations du bon de commande.....</i>	33
6.3.2 <i>Résiliation d'un marché subséquent.....</i>	34
6.3.3 <i>Résiliation de l'accord cadre.....</i>	34
6.3.4 <i>Exécution aux frais et risques du titulaire.....</i>	34
6.4 Juridiction compétente et voies de recours.....	34
<b>7 Dérogation.....</b>	<b>35</b>

---

## INTRODUCTION

---

### 1.1 Contexte

Les services déconcentrés de l'État dans la région de PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR et certains établissements publics ont décidé de coordonner leurs besoins communs en matière de maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI) et des équipements de lutte contre l'incendie (ELI).

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de coordonner la passation de l'accord-cadre pour le compte des services déconcentrés de l'État, est M. Le Préfet de la région PACA.

Il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre.

La PFRA (Plate-forme Régionale des Achats) est rattachée au SGAR (Secrétariat Général pour les Affaires Régionales). Elle coordonne les besoins sur ce segment pour le compte des services déconcentrés de l'État et des établissements publics.

### 1.2 Définitions

#### 1.2.1 Les termes du contrat

Le marché public peut désigner l'accord cadre ou le marché subséquent.

L'Accord-cadre mono-attributaire est le contrat conclu entre un pouvoir adjudicateur et un opérateur(s) économique(s) par lot. Il établit les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée.

Les marchés subséquents sont les contrats conclus avec les bénéficiaires des services bénéficiaires de l'accord cadre et le/les titulaires de l'accord cadre.

Les bons de commande sont les actes par lequel les services bénéficiaires de l'accord cadre ou du marché subséquent formalisent leurs besoins.

L'« Unité d'œuvre » (UO) : L'unité d'œuvre est une unité caractérisée par un niveau de réalisation et qui décrit une prestation, ou un ensemble de prestations pour un matériel, ou un ensemble de matériel donné pour un prix forfaitaire annuel. Lors de l'établissement de son bon de commande couvrant ses besoins en prestations préventives périodiques réglementaires, et à l'occasion de chaque renouvellement de celui-ci, l'administration sélectionnera le ou les unités d'œuvres qu'elle souhaitera mettre en place selon le niveau de maintien en condition opérationnelle couvrant ses équipements.

### 1.2.2 Les acteurs du contrat

**Le représentant du pouvoir adjudicateur** : Il est chargé de coordonner la passation du marché pour le compte des services déconcentrés de l'État. Il s'agit du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le terme « **acheteur** » est ici mentionné au même titre que le terme pouvoir adjudicateur.

**Les services bénéficiaires** : Il s'agit des services déconcentrés de l'État concernés par l'accord-cadre. Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services de l'État.

**Le titulaire du marché** : Il s'agit de l'opérateur économique, chargé de l'exécution des prestations du marché.

**Le représentant du titulaire** : Il soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

**Le Responsable / gestionnaire de site** : est l'interlocuteur du titulaire sur chaque site.

**L'unité opérationnelle** : il s'agit d'un service qui compte un ou plusieurs sites (exemple : la Préfecture des Bouches-du-Rhône et ses différents sites).

---

## 2 PÉRIMÈTRE DU CONTRAT

---

### 2.1 Objet du contrat

Le présent contrat est conclu sous forme d'un accord cadre.

Il a pour objet a maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI) des équipements d'alarme (EA) et des équipements de lutte contre l'incendie (ELI).

Il est mono-attributaire (un seul attributaire par lot) interministériel régional.

Il donne lieu à l'émission des marchés subséquents à exécution par bon de commande en vertu des articles R 2162-2 et suivants du Code de la commande publique.

Le soumissionnaire sera tenu d'exécuter le marché avec du personnel en démarche d'insertion professionnelle en application des articles L2152-7, L21-52-8, L2112-2 du code de la commande publique selon les modalités définies ci-après.

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot. L'accord-cadre donne lieu à la conclusion de marchés subséquent. L'accord-cadre est conclu sans minimum et comporte un maximum par lot. Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à **12 400 000,00 €** décomposé de la manière suivante :

N° lot	Intitulé du lot	MONTANT MAXIMUM
1	Maintenance SSI-EA dans les Bouches-du-Rhône (13) zone	2 000 000,00 €

	Marseille	
<b>2</b>	Maintenance SSI-EA dans les Bouches-du-Rhône (13) zone hors Marseille et département Vaucluse 84	1 300 000,00 €
<b>3</b>	Maintenance SSI-EA dans le Var (83)	1 000 000,00 €
<b>4</b>	Maintenance SSI-EA dans les Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes (04-05)	500 000,00 €
<b>5</b>	Maintenance SSI-EA dans les Alpes Maritimes (06)	1 500 000,00 €
<b>6</b>	Maintenance ELI dans les Bouches-du-Rhône (13) zone Marseille	2 000 000,00 €
<b>7</b>	Maintenance ELI dans les Bouches-du-Rhône (13) zone hors Marseille et département Vaucluse 84	1 300 000,00 €
<b>8</b>	Maintenance ELI dans le Var (83)	1 000 000,00 €
<b>9</b>	Maintenance ELI dans les Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes (04-05)	500 000,00 €
<b>10</b>	Maintenance ELI dans les Alpes Maritimes (06)	1 300 000,00 €

Ce montant maximal correspond au triple du montant estimatif.

Le présent accord-cadre [ou le cas échéant le lot concerné] cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Chaque service bénéficiaire est tenu de réserver l'exécution des marchés subséquents et des bons de commande qui en découlent aux titulaires de l'accord-cadre, pour toutes les prestations objet de l'accord-cadre et décrites dans le CCTP.

## 2.2 Durée du contrat

### 2.2.1 L'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois consécutifs à compter de sa date de notification au titulaire.

L'accord cadre est renouvelable au maximum une (1) fois pour vingt-quatre (24) mois, par tacite reconduction prise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Avant la reconduction, l'accord cadre peut être dénoncé par le représentant du pouvoir adjudicateur par

l'envoi d'un courrier avec accusé de réception au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période initiale.

La durée de l'accord cadre ne peut excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la dite reconduction.

La résiliation de l'accord-cadre ou d'un lot de l'accord-cadre entraîne la résiliation des marchés subséquents concernés à date d'effet de la résiliation ou à la date précisée dans la décision de non reconduction.

La non reconduction de l'accord-cadre entraîne la non reconduction du marché subséquent pour la période suivante, toutefois les bons de commande émis peuvent continuer de s'exécuter jusqu'à la fin de l'année civile en cours.

### 2.2.2 Les marchés subséquents

La prise d'effet des marchés subséquents et le début d'exécution des prestations démarrent à la notification des marchés subséquents.

La durée des Marchés subséquents est similaire à celle de l'accord cadre, et les reconductions de l'accord-cadre entraînent automatiquement la reconduction des marchés subséquents

L'exécution des marchés subséquents ne peut se prolonger au-delà du 31 décembre de l'année de fin de l'accord-cadre.

En tout état de cause la durée des marchés subséquents ne peut méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique du Pouvoir adjudicateur conformément à l'article R 2162-5 du Code de la commande publique.

### 2.2.3 Les bons de commande

Les marchés subséquents donnent lieu à la passation de bons de commande d'une durée de 12 mois. Les bons de commande devront être établis chaque année pour une année calendaire.

L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà du 31 décembre de l'année de fin de l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande ne pourra pas se faire après la date de fin de marché subséquent.

## 2.3 Bénéficiaires

Les services bénéficiaires sont l'ensemble des services déconcentrés de l'État à l'exception des services du Ministère des armées, ainsi que les établissements publics d'État domiciliés en région PACA dont la liste figure en annexe de l'acte d'engagement

## 2.4 Allotissement

Le présent contrat est alloti de cette manière :

N° lot	Intitulé du lot
1	Maintenance SSI-EA dans les Bouches-du-Rhône (13) zone Marseille
2	Maintenance SSI-EA dans les Bouches-du-Rhône (13) zone hors Marseille et département Vaucluse 84
3	Maintenance SSI-EA dans le Var (83)
4	Maintenance SSI-EA dans les Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes (04-05)
5	Maintenance SSI-EA dans les Alpes Maritimes (06)
6	Maintenance ELI dans les Bouches-du-Rhône (13) zone Marseille
7	Maintenance ELI dans les Bouches-du-Rhône (13) zone hors Marseille et département Vaucluse 84
8	Maintenance ELI dans le Var (83)
9	Maintenance ELI dans les Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes (04-05)
10	Maintenance ELI dans les Alpes Maritimes (06)

## 2.5 Lieu(x) d'exécution

Les prestations devront être exécutées sur tout le territoire de la région PACA en fonction des lots géographiques et techniques.

La région PACA comprend 6 départements :

- Hautes-Alpes
- Vaucluse
- Alpes-de-Haute-Provence
- Bouches-du-Rhône
- Var
- Alpes Maritimes



## 2.6 Pièces Contractuelles

Par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) par lot,
  1. Annexe 1 : Maintenance préventive SSI-EA et ELI bordereau de prix unitaires (BPU) par lot,
  2. Annexe 2 : Maintenance corrective SSI EA et ELI bordereau de prix unitaires (BPU) par lot,
  3. Annexe 3 :Maintenance corrective ELI bordereau de prix unitaires (BPU) par lot,
  4. Annexe 4 : document d'insertion sociale
  5. Annexe 5 : Liste des établissements publics bénéficiaires de l'accord-cadre,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses/son annexe(s), commun à tous les lots dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son/ses annexe(s) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services en vigueur le jour du lancement de la consultation ,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs,
- l'offre technique du titulaire,
- les comptes-rendus d'intervention validés par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- CRT- Cadre de réponse technique
- CRT- Cadre de réponse technique sociale

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Le CCAG auquel le marché fait référence étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet Légifrance.

L'accord-cadre est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

## 2.7 Pièces non contractuelles

- 🕒 Le règlement de la consultation,
- 🕒 Annexe 1 au RC recensement des sites Ssi-EA estimatif du marché
- 🕒 Annexe 1 au RC recensement des sites ELI estimatif du marché

## 2.8 Point d'attention / Particularité du contrat

L'accord cadre détermine l'ensemble des prestations à réaliser pendant la durée d'exécution. Il porte sur l'ensemble des services et certains établissements publics en Région Provence-Alpes-côte-d'Azur.

Chaque service réalise ses propres marchés subséquents dans lesquels, le chiffrage, le type, et le nombre d'installations sont confirmés par le titulaire du lot concerné. Pour cela, ce dernier se déplacera sur chaque site recensé pour réaliser une visite préliminaire à la contractualisation de chaque marché subséquent.

En cas d'absence de visite lors de la passation du marché subséquent, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une mauvaise connaissance des sites pour demander un ajustement du prix des prestations.

Il est porté à l'attention du titulaire les points de vigilance suivants :

- Le nombre conséquent de services et donc d'interlocuteurs passant les marchés subséquents (plus de 30 services par lot). Ce nombre peut diminuer ou augmenter à la marge en fonction des adhésions durant l'exécution de l'accord cadre.
- Le suivi administratif et financier des marchés subséquents. Un service = un marché subséquent. Chaque service souhaite accéder à un portail/document de suivi exhaustif et précis.
- Le renouvellement conséquent des marchés subséquents la première année de l'accord cadre.

---

## 3 MODALITÉS DE DÉPLOIEMENT DU CONTRAT

---

### 3.1 Désignations des interlocuteurs

#### 3.1.1 Représentants du pouvoir adjudicateur

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS responsable régional de l'accord cadre est désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché public (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide).

#### 3.1.2 Représentant du titulaire

Par dérogation aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du FCS, le titulaire doit désigner au représentant du pouvoir

adjudicateur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors de l'exécution du marché public ainsi que la personne chargée de la conduite des prestations, dans les cinq (5) jours suivant la notification du contrat. Si cet interlocuteur change, le titulaire en avertit immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur .

Par dérogation à l'article 3.4.3 du FCS, si ces représentants changent et/ou si la composition de l'équipe chargée de la réalisation des prestations vient à être modifiée, le titulaire en avise immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et propose un / des remplaçants présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité. En cas de manquement de ce représentant / de ces remplaçants, constatée par le représentant du pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit de demander au titulaire son / leur remplacement dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date de constat du manquement.

### **3.1.3 Les échanges entre le titulaire et le représentant de l'accord cadre**

#### **Le représentant de l'accord cadre au niveau régional :**

Il est basé en Préfecture de Région à Marseille. Son rôle est de coordonner le bon déroulement des prestations entre l'ensemble des services bénéficiaires et chaque titulaire des lots de l'accord cadre.

À cet effet :

- il suit l'évolution de l'accord cadre, effectue les actes contractuels en lien avec l'accord cadre (révision des prix, non reconduction, avenants à l'accord cadre etc).
- Il reçoit le titulaire chaque année à l'occasion d'une réunion de suivi de contrat permettant de faire le point sur les avancées, et difficultés d'exécution des prestations).
- Il arbitre en cas de problème lors de l'exécution des prestations, en cas d'absence d'accord entre les services bénéficiaires et le titulaire.

#### **Le représentant au niveau local:**

Au niveau local, les bons de commande seront passés par les services bénéficiaires qui se situent en région PACA.

À cet effet :

- ils passent les commandes,
- ils suivent la commande et les prestations à réaliser,
- ils appliquent les pénalités le cas échéant,
- ils résolvent les difficultés rencontrées de premier niveau

## 3.2 Modalités de passation des marchés subséquents

### 3.2.1 Qu'est-ce que le marché subséquent ?

Il s'agit du contrat signé entre les services bénéficiaires des prestations de l'accord cadre (identifiées dans le CCTP et selon les modalités du présent CCAP) et le titulaire de l'accord cadre.

Les marchés subséquents à exécution à bons de commande passés sur le fondement de cet accord-cadre.

Il existe un marché subséquent par service par lot.

Ce contrat permet de préciser à minima les informations suivantes :

– La confirmation du recensement des installations effectué dans l'accord cadre,

OU

– La nouvelle proposition tarifaire en cas de différences flagrantes entre le recensement initial indiqué dans l'accord cadre et le constat réalisé sur site par le titulaire,

– Les modalités précises de paiement et de réalisation des bons de commande (calendrier, déroulement etc)

– L/Les interlocuteur(s) désigné(s) par le service bénéficiaire (réfèrent technique, administratif et gestionnaire des factures) pour le suivi des prestations du marché subséquent.

– L/Les interlocuteur(s) désigné(s) par le titulaire (réfèrent technique, administratif et gestionnaire des factures)

– Les clauses administratives et techniques particulières non décrites dans l'accord-cadre initial et nécessaires pour l'exécution des prestations (notamment en cas de demande de prix supplémentaires spécifiques au marché public subséquent).

### 3.2.2 Les pièces contractuelles du marché subséquent

Par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces de l'accord-cadre dans l'ordre de priorité précité.
- Le marché subséquent, ATTRI 1, signé, et son annexe financière.
- Les bons de commande passés sur la base du marché subséquent.

### 3.2.3 Démarrage du marché subséquent – Visite préliminaire des installations

Le titulaire de l'accord-cadre réalise une visite préliminaire afin de réaliser le chiffrage pour la maintenance préventive. Cependant, le service bénéficiaire pourra fournir au titulaire son recensement, cela exempt le titulaire de la visite.

- Dans le cas d'une visite faite par le titulaire, il déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance. Il est présumé avoir une parfaite connaissance des installations et ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent document.

Le titulaire s'engage à réaliser cette visite dans un délai de deux (2) semaines, **après sollicitation d'un représentant du pouvoir adjudicateur/ d'un service bénéficiaire** et devra confirmer ou modifier le chiffrage dans un délai de deux (2) semaines à compter de la date effective de la visite. Sous peine d'application de pénalité de retard de l'article 6.2 du CCAP.

Dans le cas exceptionnel de fermeture ou de déménagement d'un site, les parties sont dégagées de leurs obligations vis-à-vis de ce site.

- Dans le cas d'un recensement fourni par le service bénéficiaire, ce dernier sera responsable des informations communiquer au titulaire.

Dans le cas où le titulaire lors de la maintenance préventive constate que le recensement fait par le service à un écart  $> 10 \%$  dans le nombre d'équipements à maintenir par rapport au tableau annexé au marché subséquent.

Le titulaire informera le service bénéficiaire de cet écart et devra effectuer une rectification du recensement soit par un contrôle interne ou par une visite de recensement par le titulaire afin de déterminer le nouveau montant de maintenance préventive.

### 3.2.4 Les bons de commande

Le marché subséquent est à exécution par bons de commande. Il pourra être notifié aux titulaires de l'accord-cadre pendant toute la durée de validité de celui-ci.

Les prestations démarreront à compter de la notification des marchés subséquents.

L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà du 31 décembre de l'année de fin de l'accord-cadre.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent ne remet pas en cause la validité du bon de commande si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées, sauf décision contraire du service bénéficiaire.

Les bons de commande devront comporter au minimum les indications suivantes :

- le nom du titulaire et la référence de l'accord-cadre,
- le numéro d'engagement juridique du marché subséquent,
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande,
- la référence du devis,

- le service, le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique) de la personne chargée du suivi des travaux,
- le nom et l'adresse précise de l'établissement de livraison des prestations,
- l'adresse de facturation,
- la désignation des prestations à réaliser,
- les dates prévisionnelles de début et fin d'exécution,
- le prix HT, le montant de la TVA, le prix TTC et les conditions de règlement.

---

## 4 RÉGIME FINANCIER

---

### 4.1 Prix

#### 4.1.1 Modalités générales

Le contrat est conclu en euros.

Il indique ce qui doit être réglé respectivement à :

– l'opérateur économique titulaire,

ou

– l'opérateur économique mandataire, à ses co-traitants.

Tous les prix donnés dans l'offre sont présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci.

Ils sont établis en tenant compte :

- des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (déplacement, réunions), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent accord-cadre et les activités de sites ou de zones sensibles ;
- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le responsable du site, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble ou du site dans lequel les prestations sont exécutées.
- la concession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS
- le suivi commercial

#### 4.1.2 Forme et contenu des prix

Les prix sont mixtes, les Prix BPU comprennent, **la fourniture, la pose et le déplacement**.

##### **Prix correctifs**

En cas de déplacement hors 7h 18h du lundi et vendredi, un coefficient de majoration s'appliquera aux prix du BPU.

Pour les pièces Hors BPU, un coût horaire HT s'applique pour leur pose.

##### **Prix curatifs,**

Les prix curatifs comprennent le forfait curatif et les prix du BPU. (éventuellement pièces hors BPU, sans coût horaire supplémentaire pour la pose)

Pour rappel, les prestations sont les suivantes :

**Maintenance préventive** : prestation principale, destinée à assurer la maintenance périodique réglementaire au titre de la maintenance préventive et du dépannage des équipements, exécutée par l'émission d'un marché subséquent à exécution à bons de commande annuels ; Le prix de la maintenance annuelle sera déterminé par les prix unitaires indiqués dans l'annexe 1 de l'AE.

**La maintenance curative** (dépannage le remplacement des consommables ou de toute pièce d'un montant unitaire inférieur ou égale à deux cents euros hors taxe (200 € HT) en prévention de futurs dysfonctionnements ; le prix forfaitaire de la maintenance curative est indiqué dans l'annexe 1 de l'AE et le prix des pièces dans l'annexe 2 et 3 de l'AE.

**Maintenance corrective** : Une prestation secondaire, attribuée par une émission unique ou successive de bons de commande, à la survenance du besoin, destinés à faire exécuter des prestations de maintenance corrective permettant toutes actions correctives. le prix de la maintenance corrective est indiqué dans l'annexe 2 et 3 de l'AE.

Pour toute intervention corrective, un devis devra être établi par le titulaire sur la base des annexes financières.

En cas d'absence de la pièce dans le BPU, le titulaire devra facturer la pièce à l'appui de sa propre facture d'achats majorée le cas échéant d'un coefficient. Dans cette hypothèse, il facture également le temps d'intervention au taux horaire ;

Sur demande du pouvoir adjudicateur, il transmet cette facture sous 48 heures.

Le titulaire ne peut faire usage de cette faculté que si aucune ligne du BPU ne correspond à la pièce ou à l'équipement à remplacer ou installer.

Pour les devis supérieurs à **5 000 € HT**, le titulaire ne bénéficie pas d'une exclusivité (cf art 4.3 du CCAP).

## 4.2 Révision de prix

### 4.2.1 Formule de révision des prix

Le prix des prestations (poste A de l'acte d'engagement) sera révisé à chaque anniversaire de la notification, selon la formule :

$$P_n = P_{n-1}(0,10 + 0,80 \text{ ICHT}_{\text{rev}}\text{TS}_n / \text{ICHT}_{\text{rev}}\text{TS}_{n-1} + 0,10 \text{ FSD1}_n / \text{FSD1}_{n-1}),$$

où

- $P_n$  = Prix révisé pour la période annuelle  $n$ ,
- $P_{n-1}$  = Prix révisé pour la période annuelle  $n-1$ ,
- $\text{ICHT}_{\text{rev}}\text{TS}_n$  = dernier indice connu, à la date de réalisation de la révision de prix, du coût horaire du travail révisé, tous salariés des industries mécaniques et électriques.
- $\text{ICHT}_{\text{rev}}\text{TS}_{n-1}$  = indice définitif du coût horaire du travail révisé, tous salariés des industries mécaniques et électriques, applicable au mois de remise des offres s'agissant de la première révision, ou l'indice utilisé pour la précédente révision.
- $\text{FSD1}_n$  = dernier indice connu, à la date de la réalisation de la révision de prix, des fournitures et services divers 1.
- $\text{FSD1}_{n-1}$  = indice définitif des fournitures et services divers 1, applicable au mois de remise des offres s'agissant de la première révision, ou l'indice utilisé pour la précédente révision.

### Règle d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Cette révision, qui n'a pas à être constatée par avenant, constitue une fois pour toute, la pièce justificative de toutes les demandes de paiement émises par le titulaire.

En cas de disparition de l'indice choisi avant l'expiration du marché public et, si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.



#### 4.2.2 Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 3 % sur montant maximal par lot, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

### 4.3 Devis et maintenance corrective

Les devis doivent prévoir les dispositions contractuelles, à savoir :

- les lignes du BPU concernées
- le coefficient associé pour les prestations en dehors des heures de travail

Ou pour les interventions hors BPU ;

- le taux horaire et le nombre d'heure pour les interventions hors BPU ;
- le coefficient horaire associé pour les prestations en dehors des heures de travail
- le montant d'achat des pièces hors BPU et le taux de majoration
- le niveau de maintenance

<b>Si le devis dépasse 5 000 € HT le titulaire ne bénéficie pas d'une exclusivité</b>
---

### 4.4 Paiement

#### 4.4.1 Périodicité des factures

1/ Maintenance préventive (bons de commande annuels) : par défaut après réalisation des visites périodiques. Des adaptations (ex : semestrielle ou trimestrielle) sont possibles avec l'accord écrit du service bénéficiaire.

2/ Maintenance corrective et curative (bons de commande ponctuels) : après exécution des prestations par le titulaire

#### 4.4.2 Facturation

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

##### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

## 2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

## 3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

### 4.4.3 Intérêt moratoire

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les articles L 2192-12 à 14 et R 2192-10 à R 2192-23 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est de 40 euros.

## 5 MODALITÉS D'EXÉCUTION

### 5.1 Dispositions sociales et environnementales

Le pouvoir adjudicateur souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

#### **Article 1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi.**

Conformément aux articles faire référence au CCAG concerné : 16.1.2 du CCAG-FCS,, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le volume d'heures indiqué pour chacun des lots identifiés devra être réservé à l'embauche d'une ou plusieurs personnes engagées dans un parcours d'insertion, il constitue un minimum obligatoire : insérer dans le tableau ci-dessous

N° lot	Intitulé du lot	Nombre d'heures d'insertion minimum à intégrer
1	Maintenance SSI-EA dans les Bouches-du-Rhône (13) zone Marseille	150 heures d'insertion minimum sur les deux premières années de marché. Auxquelles se rajoutent 150h d'insertion supplémentaire sur les deux dernières années de marché.  Soit 300h sur la durée totale du marché
2	Maintenance SSI-EA dans les Bouches-du-Rhône (13) zone hors Marseille et département Vaucluse 84	150 heures d'insertion minimum sur les deux premières années de marché. Auxquelles se rajoutent 150h d'insertion supplémentaire sur les deux dernières années de marché.  Soit 300h sur la durée totale du marché
5	Maintenance SSI-EA dans les Alpes Maritimes (06)	150 heures d'insertion minimum sur les deux premières années de marché. Auxquelles se rajoutent 150h d'insertion supplémentaire sur les deux dernières années de marché.  Soit 300h sur la durée totale du marché
6	Maintenance ELI dans les Bouches-du-Rhône (13) zone Marseille	150 heures d'insertion minimum sur les deux premières années de marché. Auxquelles se rajoutent 150h d'insertion supplémentaire sur les deux dernières années de marché.  Soit 300h sur la durée totale du marché
7	Maintenance ELI dans les	150 heures d'insertion minimum sur les deux premières années de

	Bouches-du-Rhône (13) zone hors Marseille et département Vaucluse 84	marché. Auxquelles se rajoutent 150h d'insertion supplémentaire sur les deux dernières années de marché.  Soit 300h sur la durée totale du marché
10	Maintenance ELI dans les Alpes Maritimes (06)	150 heures d'insertion minimum sur les deux premières années de marché. Auxquelles se rajoutent 150h d'insertion supplémentaire sur les deux dernières années de marché.  Soit 300h sur la durée totale du marché

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi et l'exécution de la clause d'insertion.

Les heures d'insertion mentionnées ci-dessus pourront faire l'objet d'une mise au point du marché à la baisse, à l'initiative exclusive du donneur d'ordre.

Dans le cas d'accords-cadres ou de marchés subséquents, le donneur d'ordre, en concertation avec le facilitateur, se réserve le droit de réviser le volume d'heures d'insertion en cas de modification substantielle du volume de prestations à réaliser.

## Article 2 - Public bénéficiaire de la clause sociale d'insertion

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- ✓ Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
  - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
  - Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
    - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
    - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
  - personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
  - personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
  - personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
  - personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- ✓ Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
  - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans

- activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV ou Garantie Jeunes ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

### **Article 3 - Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire**

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant

que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

Après la notification du marché, le titulaire indiquera, en relation avec le facilitateur clauses sociales, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par le facilitateur clauses sociales désigné.

#### **Article 4 – Globalisation des heures d'insertion**

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, est possible. Si, dans un même bassin d'emploi, (*notion de bassin d'emploi à modifier ou caractériser éventuellement en fonction des territoires sur des marchés locaux*), le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés. Afin que les heures puissent être valorisées dans le cadre d'une globalisation, elles devront avoir été réalisées par la personne éligible pendant la durée des marchés concernés

Le facilitateur est garant du reporting.

La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

#### **Article 5 - Dispositif d'accompagnement des entreprises pour la mise en œuvre de la clause d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 16.1.4 du CCAG-FCS,

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;

- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;

- d'organiser le suivi des publics ;

- de valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste ;

- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

l'organisme de coordination régionale désigne au titulaire, la personne physique (le facilitateur) (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors de l'exécution du marché public ainsi que la personne chargée de la conduite des prestations, après la notification du contrat. Si cet interlocuteur change, l'organisme de coordination régionale en avertit immédiatement le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si ces représentants changent et/ou si la composition de l'équipe chargée de la réalisation des prestations vient à être modifiée, l'organisme de coordination régionale en avise immédiatement, le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur et propose un / des remplaçants présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité.

Par ailleurs un contrôle sur pièces pourra être réalisé par le facilitateur en cours d'exécution du marché. Le titulaire est tenu de tenir à sa disposition les bulletins de salaire de chacun des mois travaillés pour chaque personne bénéficiaire de la clause d'insertion.

## **Article 6 - Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion**

### **Durée d'éligibilité**

L'éligibilité de la candidature doit être, avant toute embauche, préalablement établie par le facilitateur et questionnée à chaque nouveau marché.

Quelle que soit la nature du contrat, une personne recrutée dans le cadre des clauses peut rester éligible 24 mois, sous réserve d'être positionnée dans le cadre du même marché public. Dans le cas contraire, son éligibilité devra être requestionnée.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

**Comptabilisation des heures de formation** : Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.). Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

## **Article 7 - Respect de la réglementation RGPD**

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC 2 à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement. Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

## **Article 8 – Suivi et contrôle de l'action d'insertion**

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS, :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 3 mois selon nature de l'activité.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause so-



ciale d'insertion, font l'objet d'une communication mensuelle. Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, etc... Ces renseignements sont traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

- Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations : le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;

Le facilitateur transmet un bilan final dans le mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur. Ces bilans anonymisés portent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'action d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements par le titulaire du marché entraîne l'application de pénalités définies à l'article 6.2 du présent CCAP

Le respect de cette modalité d'exécution particulière est obligatoire.

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Le titulaire doit pour cela informer sous huitaine la PFRA par courrier recommandé avec AR, dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas, seront étudiés avec l'attributaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

## **Contrôle de l'action d'insertion**

Le contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles l'entreprise attributaire s'est engagée sera réalisé mensuellement par la transmission au "facilitateur clause d'insertion référent" qui assiste techniquement le maître d'ouvrage dans la mise en œuvre de la clause, de l'ensemble des renseignements relatifs, notamment :

- Aux embauches effectuées directement par l'attributaire ou indirectement par le recours à une structure d'insertion ( EI, ETTI, GEIQ, régie de quartier...)
- Aux heures de travail effectives confiées aux personnes énumérées aux conditions générales de l'article 5.1 du CCAP,
- A la mise en place d'un encadrement et d'un tutorat,

Dans le cadre de ce contrôle, l'entreprise attributaire transmettra au "facilitateur clause d'insertion référent" tous les documents nécessaires à la valorisation des heures d'insertion (Attestation d'emploi nominative permettant d'attester mensuellement du nombre d'heures d'insertion réalisées pour chaque salarié).

En complément de ces pièces justificatives permettant la réalisation du bilan mensuel quantitatif, un bilan trimestriel qualitatif devra être réalisé par le titulaire du marché faisant apparaître :

- les actions mises en place en terme d'encadrement et de tutorat réalisées pour chaque salarié valorisé dans le cadre de l'application de la clause d'insertion
- et les heures d'encadrement et de tutorat correspondantes.

## **Article 9 – Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion**

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévues à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, sont les suivantes :

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, et après une mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non justifiée.

En cas d'absence ou de refus de mise à disposition des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause sociale d'insertion, la PFRA procédera à une mise en demeure du titulaire. En cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 8 Suivi et contrôle de l'action d'insertion. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

Le régime de pénalité applicable au marché implique le plafonnement du montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché à 10% du montant total HT du marché.

En cas de non-respect des engagements en matière d'encadrement, et de tutorat, l'entreprise attributaire encourt une pénalité de 10 euros par heure engagée non réalisée.

Ces pénalités courent à compter du simple constat du non-respect de l'engagement.

## **5.2 Suivi administratif et financier du marché public**

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant régional de la plateforme régionale achats et le titulaire :

Réunion de démarrage:

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la

prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement);
- rappeler la nature des livrables et le planning associé;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché :
- fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.);
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

Réunion d'avancement et suivi de l'avancement de projet :

En tant que de besoin, et annuellement a minima, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée. Le titulaire est informé que l'acheteur réalisera des enquêtes de satisfactions auprès des services bénéficiaires qui permettront d'éclairer ces réunions.

Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document ;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives;
- points techniques ouverts;
- bilan des actions non closes ;
- échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications;
- définition des tâches à venir.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement sera faite par le représentant du titulaire.

Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

#### **Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;

- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **75 %** de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

### 5.3 Bilan de fin d'année

Le titulaire transmettra annuellement, au plus tard 2 mois après la fin de chaque année civile, un bilan chiffré des travaux réalisés au titre de l'accord cadre (tous marchés subséquents/bons de commande confondus).

Le défaut de transmission de ce document dans les délais impartis donnera lieu à la pénalité prévue à l'article 6.1 du présent CCAP.

### 5.4 Bilan de fin de marché.

Le titulaire transmettra en fin de marché, 6 mois avant la fin de l'accord cadre, un bilan exhaustif des travaux réalisés au titre de l'accord cadre (tous marchés subséquents/bons de commande confondus) et du recensement de son lot, via la TRAM annexe 1 du CCTP.

Le défaut de transmission de ce document dans les délais impartis donnera lieu à la pénalité prévue à l'article 6.2 du présent CCAP.

## 5.5 Admission/ Rejet / Ajournement des prestations

### Admission des prestations :

- Prestation des opérations de maintenance préventive

Au vu des vérifications préalables à l'admission, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans

un délai d'un mois à compter de la date de remise du rapport d'intervention de maintenance préventive.

L'admission des prestations ouvre droit au paiement pour solde des prestations réalisées au titre des opérations de maintenance et de contrôle par dérogation à l'article 30.1 CCAG-FCS

- Prestations de maintenance corrective

Au vu des vérifications préalables à l'admission, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du compte rendu d'intervention.

L'admission des prestations ouvre droit au paiement pour solde des prestations réalisées au titre des bons de commande ponctuels par dérogation à l'article 30.1 CCAG-FCS.

#### **Réfaction en cas de mauvaise exécution**

En cas de mauvaise exécution des prestations il sera fait application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

### **5.6 Propriété intellectuelle des résultats**

Les prestations donnent lieu à l'application du chapitre 6 du CCAG FCS . A titre non exclusif, les livrables pourront être diffusés, utilisés, et adaptés par la PFRA et les services bénéficiaires situés en France et pour une durée de 5 ans. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du contrat

Cette concession des droits couvre les résultats à la date d'admission des prestations. Le prix de cette concession est compris dans le montant du marché public

### **5.7 Remise des équipements en fin de contrat**

En fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal et opérationnel de bon fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi en fin de marché, 3 mois avant la date de fin de l'accord-cadre.

Un tableau de recensement des équipements portant sur l'intégralité de tous les lots devra être transmis à la PFRA 6 mois avant la fin de l'accord-cadre par l'ensemble des titulaires et pour tous les lots.

Le titulaire assurera la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent marché, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou traitement de texte) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

### **5.8 Assurance**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à

l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **5.8 Le traitement des données à caractère personnel**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'autorité adjudicatrice et le titulaire du contrat s'engagent à respecter le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* » ou « *RGPD* »).

Pour l'application des présentes clauses :

- \* l'autorité adjudicatrice est le responsable du traitement des données au sens du RGPD ;
- \* le titulaire du contrat est le sous-traitant du traitement des données au sens du RGPD.

Ainsi, la présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'autorité adjudicatrice les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### **Objet du traitement des données à caractère personnel**

Le titulaire, pour le compte et sous la responsabilité de l'autorité adjudicatrice assure, pour la durée du présent contrat, le traitement de données à caractère personnel dont la collecte est nécessaire pour assurer l'exécution de la prestation.

Les données à caractère personnel sont, notamment :

- les coordonnées,
- les noms,
- les données de localisation,
- les identifiants en ligne
- un ou plusieurs éléments spécifiques propres à l'identité des personnes ci-après désignées.

La catégorie des personnes concernées sont prioritairement :

- les représentants régionaux selon les modalités d'identification prévues à l'article 3.1 du présent contrat.
- les représentants locaux selon les modalités d'identification prévues à l'article 3.1 du présent contrat.
- les personnes des services bénéficiaires identifiées durant l'exécution du présent contrat.

### **Obligations du titulaire dans le traitement des données**

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 28.3 du RGPD.

### **Sous-traitance des activités de traitement des données**

Lorsque le titulaire fait appel à un (ou plusieurs) sous-traitant(s) pour effectuer les activités de traitement des données, il en informe préalablement et par écrit l'autorité adjudicatrice.

Outre les mentions obligatoires de la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 ou équivalent), cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant de rang ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance.

En tant que responsable de traitement, l'autorité adjudicatrice dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections et/ou accepter la sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée sans l'accord express de l'autorité adjudicatrice.

### **Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au titulaire du contrat d'indiquer aux personnes concernées qu'ils font l'objet d'une opération de traitement de données conformément aux articles 13 à 14 du RGPD.

### **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'autorité adjudicatrice et dans les délais prévus par l'article 15 du RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

### **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire du contrat notifie à l'autorité adjudicatrice toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Conformément à l'article 33 du RGPD, cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'autorité adjudicatrice, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

## **Assistance**

Le titulaire aide l'autorité adjudicatrice :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle (CNIL).

## **Mesures de sécurité**

Le titulaire met, *a minima*, en œuvre les mesures de sécurité permettant de garantir la confidentialité (pseudonymisation et le chiffrement, etc) et la sécurité des données à caractère personnel.

## **Sort des données**

Au terme de l'exécution du présent contrat, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

## **Délégué à la protection des données**

Le titulaire désigne à l'autorité adjudicatrice son délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du RGPD, ou, à défaut, l'identifié et les coordonnées du contact dédié à ces questions.

## **Registre des activités de traitement**

Conformément aux dispositions de l'article 30 du RGPD, le titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'autorité adjudicatrice.

## **Documentation**

Le titulaire du contrat met à la disposition de l'autorité adjudicatrice la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits.

## **Obligations de l'autorité adjudicatrice relativement au titulaire**

En tant que responsable de traitement, l'autorité adjudicatrice s'engage à :

1. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire du contrat ;
2. veiller pendant toute la durée du traitement, au respect par le titulaire de ses obligations, prévues par le RGPD, notamment en réalisant des audits et des inspections.



---

## 6 DIFFÉRENDS ET LITIGES

---

### 6.1 Médiateur des entreprises

Le Médiateur des entreprises peut venir en aide à toute entreprise, organisation publique ou privée (quels que soient sa taille et son secteur d'activité) rencontrant des difficultés dans ses relations commerciales avec un partenaire (client ou fournisseur), qu'il soit, lui aussi, privé ou public.

Saisir le formulaire en ligne sur : [www.mediateur-des-entreprises.fr](http://www.mediateur-des-entreprises.fr)

Dans les jours qui suivent la demande, un médiateur prendra contact pour affiner l'objet de la demande et les conditions dans lesquelles la médiation pourra se dérouler.

### 6.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les factures du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG -FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

Domaine	Prestations	Fait générateur	Montant	Précisions sur l'application des pénalités
Modalités préalables à la maintenance	Etat des lieux	Non-remise du livrable dans les 21 j	50 € HT par jour ouvré de retard	
Maintenance préventive	Visites périodiques	Non-réalisation de la prestation dans les délais	50 € HT par jour ouvré de retard	

Maintenance préventive	Visite début de marché	Retard du titulaire	500 € HT par absence non justifiée	
Maintenance préventive	Visite programmée	Absence du titulaire	200 € HT par absence non justifiée	
Maintenance préventive	Fourniture du rapport d'intervention	Retard dans la remise du rapport	50 € HT par jour ouvré de retard	
Maintenance curative	Fourniture du rapport d'intervention	Retard dans la remise du rapport	50 € HT par jour ouvré de retard	
Maintenance corrective	Dépannage d'une installation	Absence de dépannage dans le délai d'intervention	50 € HT par heure de retard	
Maintenance corrective/curative	Dépannage d'un appareil	Indisponibilité des équipements suite à l'intervention	100 € HT par jour ouvré d'indisponibilité	
Maintenance corrective/curative	Remplacement pièces	Non application des prix BPU	100 € HT par faute constatée	Perte d'exclusivité sur la commande
Maintenance corrective/curative	Remplacement pièces	Non application des clauses du contrat	50 € HT par faute constatée	Perte d'exclusivité sur la commande
Suivi administratif du contrat	Bilan de fin d'année	Retard de transmission	100 € HT par jour ouvrés de retard	
Suivi administratif du contrat	Bilan de fin de marché	Retard de transmission	100 € HT par jour ouvrés de retard	
Maintenance préventive/curative /corrective	Registre de sécurité	Retard de transmission	100 € HT par jour ouvrés de retard	
Mesure d'insertion social	Application du nombre d'heure	Nombre d'heures non justifiées	60€ HT par heures non justifiées	
Mesure d'insertion social	Suivi administratif	Absence de renseignement lors du contrôle de l'exécution	100 € HT par jour de retard	
Mesure d'insertion social	Encadrement tutorat	La non Réalisation des heures encadré	10€ HT par heure non réalisée et encadrée	

## 6.3 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L 2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, en l'absence de faute du titulaire, la décision étant signifiée par lettre recommandée avec avis de réception. La date de résiliation est celle mentionnée à la décision.

### 6.3.1 Résiliation partielle des marchés subséquents / Arrêt des prestations du bon de commande

L'acheteur peut procéder à la résiliation partielle du marché subséquent et du bon de commande – sans indemnisation et par lettre recommandée avec accusé de réception — en raison de fautes répétées du titulaire, notamment pour :

- défaut de réalisation des visites périodiques : 3 fois maximum par bâtiment sur la durée totale de l'accord cadre
- non application des prix du BPU dans l'élaboration de devis comme dans le cadre de l'exécution normale du marché – 3 fois maximum par services bénéficiaires sur la durée totale de l'accord cadre
- non application des délais d'intervention, d'indisponibilité, d'astreinte et de production de devis – 5 fois maximum par services bénéficiaires sur la durée totale de l'accord cadre
- non-respect de la législation en vigueur (au bout de deux constats portant sur le même site)
- si l'équipement d'un site demeure indisponible au-delà d'un mois après l'acceptation du devis pour réparation, sauf accord du responsable de site

Après constatation des manquements reprochés, la résiliation partielle interviendra de droit. Elle mettra fin à l'exécution du bon de commande concerné.

Après notification au titulaire de la résiliation partielle prononcée, l'administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations et actions à objet identique, par une partie tierce au contrat.

Après notification au titulaire de la résiliation partielle prononcée, l'administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations et actions à objet identique, par une partie tierce au contrat.

### 6.3.2 Résiliation d'un marché subséquent

L'acheteur peut mettre fin à un marché subséquent avant l'achèvement de celui-ci, par dérogation à l'art. 32.1 du CCAG-FCS dans l'hypothèse où les prestations attendues donnent lieu à l'application de pénalités dont le **montant cumulé** atteindrait **25 % du montant annuel total des prestations du marché subséquent**.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par l'acheteur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à

indemnité, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

### 6.3.3 Résiliation de l'accord cadre

Si un grand nombre de services composant un lot ont bénéficié de la résiliation partielle de leur marché subséquent, alors l'acheteur procédera à la résiliation totale de l'accord-cadre pour le lot concerné.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, et après mise en demeure demeurée sans suite dans le délai de 15 jours, l'acheteur peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre.

### 6.3.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de retard, désordre ou non exécution d'une partie des prestations, le service bénéficiaire se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivie d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut-être prononcée indépendamment de la résiliation totale ou partielle du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues excède un mois.

Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant sera entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

## 6.4 Juridiction compétente et voies de recours

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et les tribunaux administratifs français seuls compétents conformément aux dispositions de l'article R221-3 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif de Marseille est territorialement compétent.

Le contrat et les actes associés peuvent être contestés par voie de recours contentieux formée auprès du Tribunal Administratif de Marseille selon l'une des procédures suivantes, dans les conditions fixées par le code de justice administrative (CJA) :

- Le référé pré contractuel : Les requérants disposent du délai nécessaire avant la signature du marché pour contester les actes litigieux.

- 

- Le recours pour excès de pouvoir : Les requérants ont un délai de deux mois à compter de la publication de l'acte contesté.

- Le recours de pleine juridiction : Les tiers au marché, susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts peuvent introduire ce recours dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

---

## 7 DÉROGATION

---

Articles du présent contrat	Références CCAG-FCS
Article 3.1.1 CCAP	dérogation à l'article 3.3 du CCAG – FCS
Article 3.1.2 CCAP	dérogation aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-FCS,
Article 5.5 CCAP	dérogation à l'article 30.1 CCAG-FCS
Article 6.2 CCAP	dérogation aux articles 14 du CCAG-FCS
Article 6.3.2 CCAP	dérogation à l'art. 41 du CCAG-FCS